



Marcel Alexander Niggli, Président du comité de direction du PNR 40+

Madame, Monsieur,

Vous venez de recevoir la première Newsletter publiée par le Programme national de recherche 40+, «Extrémisme de droite – causes et contre-mesures». D'autres suivront.

Après une vague de débats virulents en 2000 autour du thème de l'extrémisme de droite, qui a notamment débouché sur la conception de ce programme de recherche, une certaine accalmie semble s'être instaurée. Paradoxalement pourtant, le phénomène de l'extrémisme de droite augmenterait plutôt qu'il ne diminue, ainsi qu'en témoignent les derniers chiffres du rapport 2003 de la Police fédérale sur la sécurité intérieure de la Suisse (page 18 et suivantes). Le PNR 40+ et ses objectifs paraissent donc plus actuels que jamais.

A fin février, le kick-off meeting (voir article dans ce numéro) a marqué le démarrage officiel du programme. Par notre Newsletter, nous souhaitons maintenant vous informer régulièrement de l'avancement du programme, de ses nouveautés et actualités. Dans cette perspective, le bulletin ne se contentera pas de présenter les derniers résultats des recherches en cours, mais comportera également des informations plus générales sur les diverses activités du programme. En outre, la Newsletter se propose de situer le thème de l'extrémisme de droite dans son contexte social, comme par exemple dans cette édition à travers un éclairage de la xénophobie dans le cadre des recherches de M. Helbling et H. Kriesi, par des commentaires explicatifs ou des comptes rendus des besoins de la pratique.

Prof. Marcel Alexander Niggli
 Président du comité de direction
 du PNR 40+

Débuts prometteurs pour le PNR 40+ «Extrémisme de droite – causes et contre-mesures»

Exposé de Cas Mudde lors du Kick-off meeting du 23 février 2004

Le Kick-off meeting du 23 février 2004 a marqué le démarrage officiel du programme national de recherche «PNR 40+ Extrémisme de droite – causes et contre-mesures». Cette plateforme était l'occasion d'un premier échange d'informations et de réflexions entre responsables de projets. L'exposé de Cas MUDDE de la Faculty of Political and Social Sciences de l'Université d'Anvers a fourni un aperçu intéressant de l'aspect international de ce thème. MUDDE a commencé par un bilan de la recherche dans le domaine de

satisfait pas MUDDE, du fait que la plupart des études procèdent principalement de manière descriptive, recourent à des sources secondaires, comme p. ex. des études et enquêtes générales sur des élections, et n'établissent de surcroît pas de comparaisons. Sur le plan géographique finalement, l'orateur considérait comme une lacune le fait que la plupart des études se concentraient sur l'Europe occidentale et, en particulier, sur quelques pays d'Europe occidentale tels que l'Allemagne, l'Autriche et la France.

Par conséquent, MUDDE considère qu'il est urgent d'agir et de lancer des recherches, et ce à cinq égards.



Kick-off meeting, 23 février 2004

l'extrémisme de droite pour constater que ces deux dernières décennies, le thème avait généré une quantité gigantesque de recherches et de publications, mais qui paraissent plutôt disparates. En ce qui concerne les sujets d'étude, la recherche s'est principalement intéressée aux partis politiques, aux électeurs des partis d'extrême droite et à la personnalité autoritaire; la plupart des études présentaient une variation de la théorie de modernisation (globalisation, post-modernes, etc. – sans la tester) et se penchaient notamment sur la question des perdants de la globalisation et de la modernisation. L'approche méthodologique ne

1. Conceptualisation: Il s'agirait d'abord de préciser la terminologie, de fournir des définitions et de désigner des indicateurs. C'est très important, selon lui, notamment parce que le terme a un sens différent selon les régions géographiques. 2. Catégorisation: Il faudrait ensuite procéder à une catégorisation claire, c'est-à-dire choisir une méthode appropriée au concept qui permettrait d'opérationnaliser les définitions adoptées et de cerner qui est englobé dans les études et qui ne l'est pas, et pourquoi. 3. Explication: MUDDE est d'avis qu'il est capital de formuler des hypothèses claires, indispensables pour vérifier les amorces d'explications



Cas Mudde, Kick-off meeting du 23 février 2004

dégagées. Des approches susceptibles de générer des hypothèses et de les tester seraient bien trop rares actuellement. 4. Différenciation: En outre, il faudrait d'autre part procéder à une différenciation claire et nette entre des niveaux d'étude micro, méso et macro. Les études ne devraient pas exclusivement être axées sur des partis qui réussissent, mais intégrer des organisations et sous-cultures extraparlimentaires. 5. Focalisation: Finalement, il conviendrait d'élargir sensiblement la perspective ou le point de vue thématique. La focalisation devrait se porter sur des activistes d'extrême droite, l'intégration avec d'autres sciences sociales, des études moins normatives et nettement plus comparatives.

L'exposé passionnant et présenté avec beaucoup de vivacité a été unanimement apprécié et les participant-e-s ont intensément profité de la présence de l'orateur dans les groupes de travail.

*Prof. Marcel Alexander Niggli
Président du comité de direction
du PNR 40+*

Cas Mudde

Chef de département de l'Institut des sciences politiques de l'Université d'Anvers, fondateur et président de l'ECPR Standing Group on Extremism & Democracy.

Domaines de formation:

- Politique européenne
- Extrémisme politique
- Partis politiques
- La méthode comparative

Intérêts de recherche actuels:

- Extrémisme et démocratie
- Les rapports entre la société (in) civile et la démocratie
- «L'Europe» comme réalité de la politique nationale
- Partis politiques en groupes spécifiques de partis
- Le «Vlaams Blok» dans les politiques belge et flamande et la politique d'Anvers

Scepticisme et espoirs limités



fête nationale suisse sur la prairie du Rütli, 1er août 2000

Le 1er août 2000, le conseiller fédéral radical Kaspar Villiger a prononcé le traditionnel discours de la fête nationale suisse sur la prairie du Rütli. Cent à cent vingt, peut-être même un peu plus, skinheads néonazis étaient rassemblés sur une colline avoisinante. Certains agitaient un drapeau suisse, l'un le drapeau noir avec une faucille et un marteau, d'autres avaient une bouteille de bière à la main, une ceinture ornée de la croix celtique, signe de domination de la race blanche. Quelques skinheads firent un salut provocateur, bras droit tendu, majeur et index relevés. Ils interrompirent le discours de Villiger à plusieurs reprises en criant «Use, Use» (dehors, dehors), scandant à l'occasion le slogan bien connu de l'extrême droite: «Ici la résistance nationale est en marche». Suite à ce chahut, la presse d'abord, puis le monde politique et, bien plus tard, des scientifiques, se sont intéressés au thème de l'extrémisme de droite qui, pour certains, n'avais jamais été un sujet de préoccupation jusqu'alors.

La focalisation sur les participants de l'action du Rütli a pourtant donné lieu à une image quelque peu déformée du phénomène: en Suisse, la scène de l'extrême droite ne se limite pas au seul mouvement skin-nazi, même si en nombre, il rassemble le plus d'adeptes,

sans doute plus de 1 000 hommes et quelques femmes. A bien des endroits, dans les campagnes et quelques très petites agglomérations, on assiste également à l'émergence de bandes de jeunes adolescents et adultes, potentiellement violents, qui propagent un nationalisme militant ou la supériorité de la race blanche. Mais ce n'est pas tout: s'ajoutent encore les négationnistes de l'Holocauste, dont l'association «Vérité et Justice» a certes été déclarée illégale, mais est toujours active alors que plusieurs négationnistes ont fui les poursuites en se réfugiant à l'étranger. Il y a également des organisations telles que la «communauté Avalon» populaire païenne, l'«Opposition nationale extraparlimentaire» NAPO ou des individus, comme le plus vieux fasciste de Suisse romande, Gaston-Armand Amaudruz, qui essaient toujours d'influencer et d'organiser le milieu par un travail idéologique. Un nouveau parti est actif depuis septembre 2000: le PSN, «Parti des Suisses Nationalistes», dont le but est d'entrer au Parlement et, par conséquent, de discipliner des partisans généralement plutôt prompts à la violence.

D'une façon générale, on peut dire que si la scène de l'extrême droite n'a guère grandi ces deux à trois dernières années, elle est aujourd'hui



mieux organisée, dispose de différents moyens de communication (comme par exemple un service d'information électronique, tant en Suisse alémanique qu'en Suisse romande) et parvient à mobiliser davantage de monde. C'est ainsi qu'environ 450 extrémistes de droite participaient à la fête nationale sur le Rütli en 2003, soit près d'un tiers des personnes présentes.

La manifestation sur la plaine du Rütli en août 2000 a eu pour effet, comme déjà relevé précédemment, d'attirer l'attention médiatique d'abord, politique ensuite. On évoqua surtout la proposition d'un programme d'insertion destiné à aider des personnes qui souhaitent quitter le milieu néonazi, à l'instar du projet suédois «Exit», en oubliant que celui-ci avait été conçu pour des «terroristes de droite». Parallèlement, des voix animées des meilleures intentions s'élevèrent pour tenter de faire aborder le phénomène de l'extrémisme de droite sous son angle psychologique plutôt que politique.

C'est dans ce contexte que le Fonds national décida de lancer le programme de recherche «Extrémisme de droite – causes et contre-mesures». Un coup d'oeil dans les dossiers des projets réserve une surprise de taille: il y est toujours question de «xénophobie», mais pas de «racisme», comme si la volonté discriminatoire basée sur les origines des extrémistes de droite – comme de nombreux citoyens et citoyennes de droite ainsi que de leurs représentantes dans les structures de l'Etat – visait exclusivement les «étrangers», c'est-à-dire des personnes qui vivent au sein de la société suisse depuis peu, et pas les Juifs, les citoyens suisses qui ont la peau noire, pour ne citer que quelques exemples.

Quels espoirs l'auteur, qui observe constamment la scène de l'extrême droite depuis le printemps 1989, place-t-il dans ce PNR 40+? La réponse est simple: les nouvelles connaissances acquises sur l'extrémisme de droite en Suisse seront minces, ce pronostic est permis en toute bonne conscience. Aucun des projets ne prévoit de poursuivre les travaux de Hanspeter Kriesi «Extrémisme de droite en Suisse» (1995) et de Jürg Frischknecht/Peter Niggli «Réseaux de droite» (1998) dans le sens d'un inventaire et d'une documentation. Six des treize projets se concentrent par contre sur des adolescents et jeunes adultes et ont au moins une approche psychologique ou éventuellement pédagogique. D'autres projets abordent des domaines marginaux du thème – comme par exemple les partis populistes de droite, la politique de la Suisse en matière de

migration ou les valeurs populistes et l'engagement de la droite en Suisse. On ne sait pas très bien dans quelle mesure l'interaction avec le milieu d'extrême droite et ses tenants sera analysée. Conclusion: à l'issue des études du Fonds national – dans l'horizon lointain de 2007 – nous disposerons de quelques recherches détaillées, mais pas d'une vue d'ensemble.

Que manque-t-il? Le besoin d'informations actuelles et plus approfondies sur l'extrémisme de droite en Suisse est incontesté. Mais une institution à même de réunir et de diffuser à des personnes

concernées ou intéressées, qu'il s'agisse de parents, de représentantes et représentants du corps enseignant, de la presse, du travail social, des renseignements compétents et actualisés, de publier des textes – et même des livres – et de participer activement à la réflexion de la société sur le racisme (et pas sur la «xénophobie» selon le terme utilisé dans les documents du PNR) et l'extrémisme de droite, serait bien plus urgente que les études financées par le Fonds national.

Hans Stutz, Journaliste

Informations d'actualité sur www.pnr40plus.ch

The screenshot shows a web browser window displaying the website www.pnr40plus.ch. The page features a blue header with the PNR 40+ logo and the text 'PROGRAMME NATIONAL DE RECHERCHE 40+ Extrémisme de droite Causes et contre-mesures'. Below the header, there are navigation links for 'HOME', 'CONTACT', and 'D'. The main content area is divided into two columns. The left column contains a list of menu items: 'PROGRAMME PNR 40+', 'POURQUOI UN PNR 40+?', 'OBJECTIFS DU PNR 40+', 'DEROULEMENT DU PROGRAMME', 'QU'EST-CE QU'UN PROGRAMME NATIONAL DE RECHERCHE?', 'PROJETS', 'PUBLICATIONS', 'MEDIAS', 'AGENDA', and 'SITEMAP'. The right column features the article 'Pourquoi un PNR 40+?' with a sub-header 'Après une période d'accalmie du niveau d'activisme de groupements xénophobes et d'extrême droite, le nombre d'actes de violence et de délits qui leur sont imputables ont recommencé à augmenter en Suisse depuis la fin des années 90. Selon les chiffres de la Police fédérale, le nombre d'incidents liés à l'extrême droite a de nouveau atteint en 2000 le niveau du début des années quatre-vingt-dix.' Below this, there is a paragraph starting with 'Face à ce contexte, la cheffe du Département fédéral de justice et police (DFJP) a constitué un groupe de travail "Extrémisme de droite" qui, en septembre 2000, a proposé dans son rapport au Conseil fédéral d'intensifier les recherches dans ce domaine. Le 15 juin 2001, le Conseil fédéral a décidé de doter le PNR 40 "Violence au quotidien – crime organisé" d'une enveloppe budgétaire supplémentaire de 4 millions et d'initier la réalisation du module complémentaire PNR 40+ "Extrémisme de droite – causes et contre-mesures" sur une période de trois ans. Dans sa décision, le Conseil fédéral soulignait en particulier la nécessité de développer des approches de mesures permettant de lutter efficacement contre l'extrémisme de droite.'

www.pnr40plus.ch

Le PNR 40+ «Extrémisme de droite – causes et contre-mesures» s'est doté d'une plate-forme de communication virtuelle bilingue: www.pnr40plus.ch. Ce site permet d'une part l'échange entre chercheuses et chercheurs et, d'autre part, la collaboration et l'échange entre la recherche et la pratique.

La plate-forme vise l'actualité et l'interaction. Elle fournit un grand nombre d'informations sur le programme dans son ensemble ainsi que sur les différents projets dont chacun a sa propre rubrique qui détaille les objectifs spécifiques. Les responsables des projets ont également la possibilité par ce biais d'informer régulièrement sur l'avancement de leurs travaux et d'éventuelles publications. Ces rub-

riques sont évolutives et actualisées en permanence. Par ailleurs, le site annonce les principales manifestations et publie des informations destinées aux médias. Une liste de personnes de contact permet d'obtenir de plus amples informations sur un projet particulier ou l'ensemble du programme.

Les personnes impliquées dans les projets ainsi que tous ceux qui s'intéressent au thème de l'extrémisme de droite peuvent accéder à tout moment, vite et facilement, à des informations pertinentes et actuelles sur le site www.pnr40plus.ch

Si vous voulez vous abonner à la Newsletter, il vous suffit de remplir et d'envoyer le formulaire publié sur le site.



Exclusion sociale et xénophobie à l'échelle locale: mobilisation dans le contexte des décisions sur la naturalisation en Suisse

Premiers résultats d'une enquête auprès de communes

Dans le cadre du PNR 40+, nous souhaitons approfondir à travers notre étude la question de la manière dont les mécanismes d'exclusion fonctionnent dans les différentes communes de Suisse dans les processus d'octroi de la naturalisation et pourquoi les taux de rejet sont variables. Dans le domaine des naturalisations, il convient de savoir quelles conditions doivent être réunies pour qu'une candidate ou un candidat obtienne les droits civiques au niveau fédéral et, surtout, au niveau communal. Les réflexions sur ce thème, ainsi que les normes de naturalisation qui en résultent, sont révélatrices des rapports entre les citoyens suisses et étrangers. En effet, l'idée dominante de la citoyenneté suisse et la perception de l'étranger jouent un rôle majeur dans les décisions en matière de naturalisation. Dans cette perspective, la xénophobie représente un concept central de notre étude. Nous l'abordons en tant que mécanisme d'exclusion et schéma de classification pour légitimer le repli social. Notre projet nous permettra, dans le contexte des processus de naturalisation, d'analyser les répercussions et les causes de la xénophobie dans des communes suisses ainsi que le rôle d'acteurs locaux impliqués dans ces déroulements.

En Suisse, la décision en matière de naturalisation est principalement prise au niveau local; dans la plupart des cas, il s'agit d'un vote par l'assemblée communale, d'une décision par les urnes ou du Parlement communal. Jusqu'à présent du moins, les naturalisations sont des décisions politiques en Suisse. Nous pouvons donc admettre que la politique locale en la matière est influencée par des facteurs politiques et culturels. Sont décisifs à cet égard tant des structures culturelles qui se sont formées au fil du temps que des confrontations politiques de nature plus ponctuelle.

Notre étude se propose de combler une importante lacune scientifique. Jusqu'à présent, le thème des naturalisations était principalement abordé en Suisse sous l'angle juridique; les études des sciences sociales ne s'intéressaient pas à la description des différentes procédures ni aux motivations des candidates et candidats à la naturali-

sation. Dans une première phase, nous avons mené une enquête quantitative auprès de 207 communes en vue de réunir des informations sur la politique de naturalisation. Le but de ce sondage était d'une part de comprendre les causes de taux de rejet variables dans les différentes communes et, d'autre part, de sélectionner des communes représentatives pour entreprendre des études de cas détaillées. Cette enquête auprès des communes a été menée en été 2003, alors que les études de cas ont débuté au milieu du printemps 2004.

Les informations réunies jusqu'à présent ont confirmé nos hypothèses de base. Les structures politiques et culturelles dominantes jouent un rôle majeur lorsqu'il s'agit de naturaliser des ressortissants étrangers. En revanche, nous n'avons pas pu mettre en évidence l'influence directe d'autres facteurs, comme par exemple la situation économique ou la proportion d'étrangers dans une commune. Notre enquête a montré que la perception majoritaire de la citoyenneté, les structures décisionnelles formelles ainsi que les acteurs influents expliquent pour une grande part les taux de rejet. Nous avons analysé le premier aspect par le biais de résultats locaux à des votes portant sur des projets de naturalisation simplifiée et des lois relatives aux étrangers. Il en est ressorti que dans les communes où les pratiques en matière de naturalisation sont restrictives, les taux de refus de tels projets sont en moyenne de 4% supérieurs. Dans les communes où les décisions sont prises par les urnes, les rejets des demandes de naturalisation dépassent en moyenne de 23% ceux des communes appliquant d'autres procédures. Les décisions prises par les assemblées communales ne semblent pas modifier de manière significative les taux de rejet. En outre, l'enquête a montré que dans les communes où l'UDC joue un rôle influent dans la politique communale, les taux de rejet peuvent augmenter de 5%. L'UDC est également le seul parti qui, à l'échelon national, s'engage pour une politique de naturalisation plus efficiente et restrictive.

Ces premiers résultats révèlent des tendances générales. Toutefois, com-

me les procédures locales varient fortement, des études de cas détaillées sont nécessaires à une meilleure compréhension de la politique en matière de naturalisation. Celles-ci nous permettront d'analyser la cristallisation d'une perception de la citoyenneté donnée, la formation de l'opinion dans la phase préparatoire des décisions de naturalisation ainsi que les argumentations d'acteurs influents.

*Marc Helbling et
Prof. Hanspeter Kriesi
Institut de sciences politiques,
Université de Zurich*

Impressum

e-Newsletter du Programme national de recherche 40+ «Extrémisme de droite – causes et contre-mesures»,
No 1 Juillet 2004

Éditée par:
Comité de direction du PNR 40+
Fonds national suisse de la
recherche scientifique
Wildhainweg 20, 3001 Berne
www.pnr40plus.ch

Conception graphique:
Unikat AG, Küsnacht

Rédaction:
cR Kommunikation Bern AG
Vérène Gaillard Christen
Speichergasse 39
3001 Berne
verene.gaillard@crbern.ch